

THIERRY DE MONTBRIAL

Président et fondateur de la WPC

En ouverture de cette cinquième édition de la World Policy Conference, je voudrais rappeler quelques unes des idées qui en sont à l'origine, en développant très succinctement trois points.

Premier point : l'interdépendance a changé de nature avec la mondialisation. Elle est devenue « non-linéaire », comme l'illustrent les exemples de la crise financière et économique depuis 2007-2008, et du « printemps arabe ». Autrement dit, plus que jamais, des causes a priori minuscules peuvent avoir des effets considérables et fondamentalement imprévisibles. C'est ce qu'on appelle encore vulgairement l'effet papillon.

Les risques potentiels de ce type sont nombreux : par exemple, la criminalité et le terrorisme sous toutes leurs formes, comme au Sahel la menace d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) ou les cyber-attaques. D'où la nécessité, pour préserver les chances et les bénéfices d'un monde ouvert, de mieux l'organiser et donc de renforcer la gouvernance mondiale dans tous les domaines.

En pratique, cette gouvernance mondiale repose aujourd'hui sur des formes d'organisations ou d'institutions qu'illustrent les exemples suivants.

Tout d'abord, les institutions existantes : l'ONU, les organisations régionales (telles que l'Union Africaine, la CEDEAO, la Ligue arabe), l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et les Banques régionales de développement, le réseau des banques centrales, etc. Ces institutions doivent évidemment s'adapter.

Deuxième exemple, le « mini-latéralisme » informel, fondé sur des coalitions politiques ou économiques souples et à géométrie variable, en fonction des intérêts et des capacités de chacun.

Troisième exemple, un G20 amélioré susceptible de constituer un steering committee efficace au moins dans le domaine économique.

Ces exemples ne sont pas limitatifs. La gouvernance ainsi entendue ne peut assurer la viabilité du système international dans son ensemble que si elle est suffisamment légitime et efficace. Cet objectif n'est pas actuellement hors de portée, dans la mesure où le monde, quoique hétérogène, n'est pas révolutionnaire, comme le fut l'Europe à certains moments de son histoire. Les postures de pays comme la Corée du Nord ou l'Iran constituent des exceptions. Pour autant, les conditions de légitimité et d'efficacité sont partiellement antinomiques. Et dans certains cas, l'hétérogénéité peut provoquer, non pas nécessairement des crises systémiques, mais des crises dans le système. C'est le cas actuellement à propos de la Syrie, en raison de points de vue difficilement conciliables au sein du Conseil de Sécurité. Parmi les membres permanents : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France sont d'un côté ; la Chine et surtout la Russie de l'autre.

À tout cela s'ajoute la question de la confiance (trust). Celle-ci ne se réduit pas à une combinaison légitimité – efficacité. Ainsi peut-on affirmer, sur le plan économique, depuis l'apparition brutale de crises de dettes souveraines dans les pays occidentaux, que la gouvernance mondiale souffre actuellement d'un sérieux déficit de confiance. Au sein de l'Union européenne par exemple, les Etats membres semblent parfois incapables de mettre en œuvre les décisions qu'ils ont pourtant prises collectivement.

Deuxième point : les relations internationales demeurent principalement, mais plus exclusivement, des relations interétatiques. Les Etats sont en effet les principales unités politiques, c'est-à-dire les principales expressions de la vie collective. En temps de crise, les peuples se tournent toujours vers les Etats. Nous l'avons vu ces dernières années.

Mais la mondialisation a affaibli le pouvoir des gouvernements. D'où, justement, le problème de la gouvernance mondiale. Dans un grand nombre de domaines, aujourd'hui, les gouvernements ne peuvent prendre de bonnes décisions qu'en se concertant ou en négociant avec d'autres unités actives – publiques (d'autres Etats ou des organisations internationales), ou privées (entreprises, syndicats, etc.). D'une manière générale, les relations internationales sont devenues beaucoup plus fluides en raison de la révolution des technologies de l'information et de la communication. L'un des risques paradoxaux du monde moderne est que, face à ces réalités et aux difficultés qui en résultent, ne se produisent des réactions nationalistes et protectionnistes. Les tentations de replis se manifestent toujours quand les temps s'assombrissent et la période actuelle ne fait pas exception. Ce risque est réel et pourrait conduire à de nouvelles crises systémiques. D'où l'importance, pour toutes les institutions en charge de la gouvernance mondiale, de produire des discours cohérents et crédibles sur les opportunités pour tous d'un monde ouvert, à condition que ce monde soit convenablement organisé. On en revient, à un niveau encore plus profond, au thème de la confiance. Remarquons que, dans le monde dans lequel nous vivons, les diplomates semblent assurés d'un grand avenir !

Et enfin troisième et dernier point. Dans un contexte en aussi rapide évolution se dégage clairement le besoin d'identifier et de gérer ce qu'on peut appeler les « biens publics mondiaux », malgré le fait qu'en toute rigueur, la notion de bien public soit inséparable de celle d'unité politique. Or le monde n'est pas prêt d'être constitué comme une unité politique. On ne peut donc pas compter sur une unité politique « monde » pour définir et traiter les biens publics mondiaux. Ni même totalement sur les gouvernements, largement englués dans les affaires courantes. D'où l'importance que se constitue progressivement une « société civile mondiale », génératrice de têtes chercheuses, d'aiguillons au profit des systèmes de décideurs publics et privés, ce que j'ai appelé les « usines de production des décisions ». Les réseaux de think tanks s'inscrivent dans cette perspective, qui est aussi, mais dans un cadre différent, celle de la World Policy Conference. Notre but est de contribuer, par un travail de fond, au progrès de la gouvernance mondiale, en associant les Etats, particulièrement moyens et petits, les entreprises et d'autres unités actives issues des sociétés civiles, et plus généralement celles et ceux, de toutes origines ou nationalités, qui veulent aider à faire émerger – certes très pragmatiquement et progressivement – une forme d'unité politique « monde » compatible avec le développement technologique et scientifique actuel et plus encore à venir. Ce n'est pas rêver que commencer à préparer le monde du XXI^e siècle.

Pour cette cinquième édition de la WPC, nous avons choisi de nous concentrer sur quelques grands aspects concrets de la gouvernance mondiale, plutôt que sur l'architecture institutionnelle. Je ne les présenterai pas ici, puisqu'ils sont exposés dans le livret et le programme qui vous ont été distribués. Pour terminer, j'ajouterai une dernière remarque qui pourrait passer pour une banalité, mais dont pourtant on ne soulignera jamais assez l'importance. Grâce justement aux progrès des moyens de transports et des technologies de l'information et de la communication, les leaders peuvent aujourd'hui se voir, se parler, se rencontrer. Les occasions d'établir entre eux des relations humaines et d'éliminer les malentendus se multiplient. Selon leurs domaines, ils se constituent en clubs. Là est peut-être la meilleure chance de progrès pour la gouvernance mondiale. Mon souhait est que la WPC devienne progressivement un véritable club transversal au bénéfice de cette gouvernance et qu'elle contribue à ce que notre monde désorienté retrouve le sens du sens. Si l'on s'en tient à l'histoire récente, les situations les plus dramatiques ont résulté d'une absence abyssale de communication. Saddam Hussein était isolé du monde. Bachar el-Assad voyageait, recevait et téléphonait un peu, mais il était et reste prisonnier d'un appareil qui, lui, vit portes closes. L'Ayatollah Khomeiny ne reçoit que les étrangers qui lui sont acquis. Et que dire de la dynastie communiste de la Corée du Nord ? La leçon que j'en déduis : n'ayons jamais peur de nous ouvrir au monde, de donner et de recevoir. Les identités ne se dissolvent pas, mais s'épanouissent, dans l'accueil et le don.